

De l'enquête au terrain numérique : les apports de l'Osint à l'étude des phénomènes géopolitiques

Kevin Limonier¹, Maxime Audinet²

Parmi toutes les ruptures qu'elle symbolise, la guerre qui fait actuellement rage en Ukraine marque un véritable tournant dans notre façon de suivre, mais aussi de vivre, un conflit de haute intensité. Passée la sidération des premiers instants, la couverture médiatique du conflit s'est d'abord développée au rythme des innombrables photos, vidéos ou témoignages émanant des profondeurs des réseaux sociaux. Images de colonnes de blindés russes calcinés ou tirés par des tracteurs, vidéos d'hélicoptères ou d'avions de chasse abattus, témoignages de déserteurs russes fondant en larmes... Un flot informationnel continu a permis de suivre d'heure en heure – voire de minute en minute – les échecs initiaux d'une armée russe dont on pensait qu'elle serait à Kiev en 48 heures. Ces images, émanant d'un théâtre où la population dispose massivement de smartphones et où le réseau Internet a globalement tenu la charge, ont projeté sur le devant de la scène une communauté d'analystes amateurs ou professionnels, souvent anonymes, qui documentent au jour le jour l'évolution du conflit. Cette communauté a notamment joué un rôle central dans les premiers temps de l'invasion, lorsque la plupart des journalistes et observateurs avaient quitté les zones de front pour d'évidentes questions de sécurité. Grâce au travail de ces anonymes, d'autres ont pu tenir à jour les cartes du front, identifier les axes d'offensive russe et documenter la

Herodote, n° 186, La Découverte, 3^e trimestre 2022.

1. Maître de conférences à l'Institut français de géopolitique, université Paris 8 ; directeur adjoint du centre Geode (Géopolitique de la datasphère).

2. Chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et enseignant au département d'études slaves de l'université Paris Nanterre.

résistance acharnée des unités ukrainiennes. Complémentaire à celui des journalistes, le travail effectué par ce que l'on commence à appeler « la communauté Osint » pourrait bien jouer un rôle central dans l'instruction des enquêtes ouvertes pour crimes de guerre dans les zones d'où l'armée russe s'est retirée. Alors que la Russie accuse l'armée ukrainienne d'avoir exécuté des civils dans certaines banlieues de Kiev, des images satellite couplées à de rigoureux exercices d'analyse géospatiale ont pu montrer que les cadavres jonchaient déjà les rues bien avant le départ des troupes russes de la zone.

Cette guerre s'appuie donc plus que jamais sur une masse de données numériques produites par des capteurs (smartphones, ordinateurs, sondes, etc.) qui, présents sur place, permettent de saisir les instantanés du conflit avec une granularité toujours plus fine. Cette masse considérable d'informations permet d'entrevoir la guerre d'une manière nouvelle – peut-être aussi nouvelle que le fut l'irruption de la télévision en direct dans la couverture de certains conflits comme l'opération Renard du désert en 1991, du fait du rôle qu'y joua une chaîne comme CNN [Livingston, 1997]. Désormais, presque chaque corps humain est bardé d'une bonne dizaine de capteurs connectés en permanence et contenus dans ce smartphone dont beaucoup d'entre nous ne se séparent jamais. À eux seuls, ces appareils permettent de capter une bonne partie de ce qu'il se passe autour de leur propriétaire. Si l'on étend ce principe à l'ensemble des objets connectés, la surface d'un conflit pouvant être captée et convertie en données numériques est vertigineuse, tout comme les manipulations dont elles peuvent faire l'objet.

L'impossible définition de l'Osint

La guerre en Ukraine est donc le premier grand conflit de haute intensité ainsi capté et retransmis, notamment *via* les réseaux sociaux. C'est là le résultat d'un long processus qui a vu émerger un ensemble de pratiques d'enquête et d'investigation numériques souvent regroupées sous le nom d'Osint, acronyme pour *open source intelligence*, ou renseignement d'origine source ouverte. Si le terme Osint provient du monde du renseignement américain [Verdi, 2021], il désigne un ensemble hétéroclite de pratiques d'investigation et d'analyse visant à dévoiler une information préalablement dissimulée en récoltant, croisant ou analysant des données numériques disponibles en source ouverte. Rendues possibles par l'accroissement des capteurs et des traces numériques qu'ils produisent, ces pratiques d'enquête numérique n'ont pas de définition précise et communément admise. On verra d'ailleurs dans ce numéro la richesse et la pluralité des définitions de l'enquête Osint, en fonction de sa pratique par des journalistes, des magistrats, des chercheurs ou des activistes.

D'une manière générale, on peut dire que l'Osint, tel qu'on le voit se développer à l'occasion de la guerre en Ukraine, est le résultat de l'appropriation et de l'enrichissement des pratiques d'enquête numériques par au moins quatre grands univers de référence : celui du renseignement, qui est aussi la matrice originelle de l'Osint ; celui du piratage informatique, ou *hacking* ; celui du journalisme d'investigation et enfin celui de l'investigation militante, ou « contre-enquête » numérique.

L'article de Clément Renault, Fabien Laurençon et Paul Charon décrit ainsi comment les pratiques qui ont inspiré l'Osint sont nées de celles du renseignement, avant d'être enrichies par les diverses appropriations et adaptations dont elles ont fait l'objet. Parmi elles, celles apportées par le *hacking* ont été déterminantes. Originellement, les investigations numériques en source ouverte pouvaient être utilisées pour exploiter ou prévenir une faille de sécurité, qu'elle soit humaine ou technique. De cette matrice, les pratiques Osint gardent une appétence forte pour une certaine forme de d'ingéniosité ou même de ruse [Georgelin et Holeindre, 2021] qui consiste à détourner des jeux de données de leur utilité initiale pour dévoiler une information nouvelle. D'ailleurs, les fuites d'informations issues de piratages (les fameux *leaks*) constituent une source de plus en plus importante de données pouvant être recoupées à des fins d'enquêtes numériques, comme l'illustre l'article de Marie-Gabrielle Bertran.

Au-delà du monde du hack, c'est bien entendu celui du journalisme d'investigation qui s'est le mieux approprié cet ensemble de méthodes d'enquête numérique. Avec le développement des réseaux sociaux au cours des années 2010, le nombre de données accessibles en source ouverte a explosé alors même que la sensibilisation des plateformes et des utilisateurs aux enjeux de protection des données personnelles était encore balbutiante. Il en a résulté, au début des années 2010, un véritable « âge d'or » de l'investigation Osint, marqué par l'émergence de collectifs tels que Bellingcat. Cette organisation s'est notamment illustrée par son enquête sur la responsabilité russe dans la destruction du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine, en juillet 2014. Toujours en Ukraine, ce sont des soldats russes qui sont identifiés, grâce à leurs profils sur les réseaux sociaux, alors que Moscou nie toute aide directe aux républiques séparatistes du Donbass. Rapidement, ces investigations se sont étoffées et se sont multipliées au point que les techniques Osint sont devenues une pratique journalistique en soi, comme l'analyse Rayya Roumanos dans son article. D'ailleurs, le rôle de ces pratiques dans l'exercice du journalisme ne semble pas encore totalement fixé ni reconnu au sein de la profession, comme l'explique Romain Mielcarek.

En parallèle, plusieurs organisations non gouvernementales, associations et autres structures issues de la société civile ont à leur tour mobilisé ces techniques d'investigation numérique en source ouverte. Un cas emblématique est celui de la Fondation de lutte contre la corruption (FBK) de l'opposant Alexeï Navalny,

qui parvint à dévoiler plusieurs schémas d'enrichissement personnel de personnalités de premier plan du régime russe, jusqu'à Vladimir Poutine. Aujourd'hui très répandues, ces « contre-enquêtes » numériques constituent une part importante des enquêtes Osint menées par un nombre croissant d'ONG ou d'organisations politiques, notamment dans les domaines de la lutte contre la corruption et les manipulations de l'information. C'est d'ailleurs dans cet « univers » que les pratiques Osint semblent les plus normées, comme le suggère l'article de Léa Ronzaud, qui propose une typologie d'enquêtes appliquée à la lutte contre la désinformation.

De la nécessité d'une réflexion sur l'Osint dans le champ académique

Le champ des possibles de l'enquête Osint s'étend donc à un rythme vertigineux, au fur et à mesure que de nouveaux capteurs permettent de convertir en données numériques de nouveaux pans de l'activité humaine et suscitent l'intérêt de nouveaux acteurs. Mais qu'en est-il de la recherche académique, et plus précisément des champs qui s'intéressent aux conflits, aux stratégies de domination et aux rivalités de pouvoir, au premier rang desquels la géopolitique ?

S'il existe une littérature significative sur l'enquête numérique en tant qu'objet de recherche ainsi que sur la place des données numériques dans les processus de recherche en sciences humaines et sociales [Romele et Severo, 2015], force est de constater qu'il n'existe presque aucuns travaux sur les perspectives et limites de l'utilisation des pratiques Osint dans les champs qui intéressent la revue *Hérodote*, à savoir ceux de l'étude de l'espace, du pouvoir et des conflits territoriaux.

Il y a pourtant une nécessité manifeste de hâter l'intégration de ces méthodes : les crises géopolitiques qui se multiplient dans le monde produisent des volumes toujours plus importants de données qui, si elles sont ignorées ou simplement considérées sans cadre ni savoirs méthodologiques appropriés, rendent de plus en plus incomplète l'analyse de n'importe quel conflit contemporain.

Par ailleurs, cette même multiplication des crises (géopolitiques, mais aussi sanitaires, comme l'a montré la pandémie de Covid-19) rend difficile, voire impossible l'accès à de plus en plus de zones dans le monde. Cette situation oblige le chercheur à mener des enquêtes à distance, en gardant à l'esprit que cela ne saurait entièrement remplacer le terrain physique.

Ce numéro d'*Hérodote* fait suite à un colloque organisé au Campus Condorcet en novembre 2021, intitulé « Où nous mènent les traces numériques ? Pratiques et apports de l'Osint aux sciences sociales », en présence de la quasi-totalité des auteurs. Son ambition est justement de proposer un premier panorama des pratiques Osint, susceptible d'œuvrer à la meilleure compréhension des conflits

contemporains en faisant dialoguer des praticiens extra-universitaires et des chercheurs (jeunes pour la plupart) ayant intégré la démarche de l'enquête numérique dans leurs travaux.

Enquête numérique et enquête géopolitique : une logique similaire de déchiffrement du pouvoir territorial

Précisons d'emblée que ces contributions ne sauraient se résumer à un catalogue de pratiques et de questionnements sans véritable cohérence autre que celle de leur objet, c'est-à-dire l'exploitation des données et des traces numériques à des fins d'enquête. C'est la raison pour laquelle nous entendons ici proposer une ébauche de cadre méthodologique à la pratique de l'Osint pour l'étude des conflits et des rivalités de pouvoir. Nous considérons en effet que la récolte, l'analyse et le traitement des traces numériques pour l'étude des phénomènes géopolitiques contemporains sont désormais consubstantiels à toute démarche d'enquête scientifique en la matière. Cela implique d'en penser un usage systématisé. Or, nous estimons que la meilleure manière de commencer à penser cette systématisation est de dresser un parallèle entre l'enquête numérique et l'enquête de terrain «classique», telle qu'elle se pratique notamment en géographie depuis de nombreuses décennies.

Pour le comprendre, il faut revenir aux débuts de la revue *Hérodote*, qui consacra en 1978 deux numéros à la place de cette pratique aussi ancienne que la géographie elle-même. À l'époque, la pratique du terrain en géographie était encore marquée par les héritages d'une science largement mise à contribution du projet colonial, et ces deux numéros entendaient resituer l'enquête dans le contexte d'une discipline prenant difficilement conscience de son rôle politique et émancipateur. Dans l'introduction de ce numéro, Yves Lacoste s'appuie principalement sur l'enquête qu'il mena en 1972 le long du fleuve Rouge, en pleine guerre du Vietnam. Celle-ci montrait comment l'armée américaine bombardait sciemment certaines portions des digues du fleuve, afin de les affaiblir et de provoquer, une fois la mousson venue, de gigantesques inondations dans les zones peuplées situées en contrebas. Ce travail, dont le détail fut publié dans le tout premier numéro d'*Hérodote* en 1976, permit également à Lacoste d'asseoir sa vision d'une géographie engagée, aux antipodes de ce qu'il nommait «la géographie des professeurs». Il tira également de cette expérience le titre volontairement provocateur de son ouvrage «La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre», dans lequel il affirmait que la géographie était «une forme de savoir politique et stratégique, centrale à la stratégie militaire et à l'exercice du pouvoir politique» [Lacoste, 1995].

Cette enquête menée au Vietnam comporte des points communs très nets avec la démarche de l'investigation Osint telle que nous l'avons définie plus haut. Dans les deux cas, l'enquête conduit à collecter, croiser et analyser les données disponibles afin de faire apparaître une information cachée, une information stratégique. La démarche de Lacoste se rapproche également de celle de l'investigation Osint en cela qu'elle croise trois variables : la disponibilité de la donnée, la connaissance technique du sujet et, enfin, la connaissance de la zone étudiée. L'enquête de Lacoste n'aurait en effet pu voir le jour s'il n'avait pu collecter sur place, grâce notamment à une équipe d'ingénieurs spécialement dépêchés par le gouvernement vietnamien, les données essentielles à sa démonstration. Or, l'analyse de ces données requérait de maîtriser un certain nombre de compétences en géomorphologie, la spécialité même de Lacoste. Grâce à sa connaissance des bassins fluviaux, il découvrit que l'aviation américaine bombardait les portions de digues situées dans la partie concave des méandres du fleuve, c'est-à-dire là où la pression exercée par l'eau et le courant serait la plus forte une fois la mousson venue. Enfin, la connaissance de la zone – grâce, notamment, aux travaux effectués par Pierre Gouron, géographe français de la période coloniale qui fit sa thèse sur le delta du fleuve Rouge – permit de comprendre pourquoi cette région était visée : elle concentrait de nombreux villages et rizières qui, si elles étaient inondées, causeraient non seulement de nombreux morts, mais aussi et surtout une crise alimentaire majeure au sein des populations sous contrôle du Viet-Minh [Lacoste, 1976].

Il est intéressant de noter que les enquêtes Osint les plus rigoureuses nécessitent également que soient remplis ces trois critères de disponibilité de la donnée, de connaissance technique et de connaissance de zone. Par exemple, vouloir mener une enquête numérique sur la Russie ou sur la Chine sans savoir comment manipuler les grandes bases de données locales ni connaître les arcanes des interfaces de programmation d'application (API – *application programming interface*) des plateformes nationales relève de la gageure, tout comme le fait d'être dans l'incapacité de mettre en place les outils nécessaires à la récolte automatique de données sur ces plateformes. À l'inverse, une enquête numérique menée par une personne ou un groupe maîtrisant sources et techniques mais n'ayant pas de connaissances ethnographiques ou linguistiques de la région étudiée pourra déboucher sur de fausses pistes ou de mauvaises interprétations des phénomènes identifiés.

Plus largement, l'enquête géopolitique « classique » et l'enquête Osint ont en commun d'être toutes deux des actions visant à dévoiler un élément stratégique permettant de situer ou de comprendre un mécanisme de pouvoir. Dans les deux cas, ce sont en effet des relations de pouvoir qui sont explicitées. Elles permettent de révéler une partie de ces flux d'énergie et d'information dont Claude Raffestin estimait, à la suite de Michel Foucault, qu'ils étaient l'essence même du processus

de territorialisation, c'est-à-dire d'appropriation de l'espace par un acteur ou un ensemble d'acteurs [Dumont, 2011]. Dans son ouvrage *Pour une géographie du pouvoir*, Raffestin explique ainsi que le contrôle de l'espace résulte de son maillage par de multiples réseaux (de connaissance, de savoir, de contrainte, etc.) qui, mis bout à bout, forment la toile invisible du pouvoir territorial [Raffestin, 1980]. Dans son enquête sur le bombardement des digues du fleuve Rouge, Lacoste rend visible une partie de cette toile, en explicitant une stratégie pensée par l'armée américaine pour contrôler la zone. Aujourd'hui, de nombreuses enquêtes Osint menées par des journalistes professionnels ou des amateurs dans le cadre, par exemple, de la guerre en Ukraine s'efforcent de mettre en lumière les stratégies de l'armée russe dans une logique similaire de déchiffrement du pouvoir territorial.

De l'enquête numérique au terrain « augmenté » : l'Osint comme outil d'exploration de la datasphère

L'enquête numérique et l'enquête de terrain ont donc tendance à se ressembler de plus en plus lorsque l'on étudie des phénomènes territoriaux. Certes, comme nous l'avons dit, la multiplication des capteurs et des données induites par la massification d'Internet ouvre des perspectives nouvelles, dont s'emparent de plus en plus de journalistes, activistes, collectifs ou simples citoyens ayant à cœur d'utiliser les données numériques pour mieux comprendre les rapports de force contemporains.

Pour les chercheurs, la question de l'intégration de ces méthodes n'est pas qu'une affaire de pratiques. C'est également et surtout une affaire d'objet et de périmètre de recherche. Ordinairement, l'enquête de terrain destinée à étudier un phénomène géopolitique s'intéresse aux dynamiques de pouvoir sur un territoire. L'objet du terrain est alors l'espace en lui-même, les acteurs qui l'investissent, l'exploitent ou le contestent, ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux. Le périmètre du terrain, quant à lui, est la portion de l'objet qui est contenue dans le « champ de vision » du chercheur, ou encore celle qui lui est donnée à voir par un ensemble de circonstances favorables (accès à des réseaux d'acteurs, recommandations, etc.) ou défavorables. Le terrain de recherche est alors par définition incomplet, tant il est impossible d'avoir accès à toutes les informations, à tous les acteurs et à tous les paramètres qui sous-tendent un phénomène géopolitique. Il est aussi partial : le regard du chercheur, sa position par rapport à son objet, tout comme ses capacités de collecte de données, limitent ou transforment ses capacités d'interprétation [Volvey *et al.*, 2012].

Le passage du terrain « classique » au terrain « numérique » intégrant des pratiques Osint repousse en quelque sorte ces limites, sans nullement les anéantir : le

périmètre de la recherche inclut dès lors les prolongements numériques de l'espace étudié et des dynamiques de pouvoir qui s'y déploient. Par exemple, l'étude d'une frontière pourra inclure, outre des méthodes d'enquête qualitative « classiques » (entretiens, arpentages, observations participantes), la collecte, l'analyse et le traitement des données ouvertes produites par son effet polarisant. Dans le cas d'une frontière « dure » comme celle qui sépare l'Estonie de la Russie, on pourra ainsi visualiser, grâce aux métadonnées de routage (voir, sur ce sujet, l'article de Louis Pétiinaud), la ligne virtuelle de séparation des flux numériques et mettre en lumière les stratégies de l'Estonie pour ne pas dépendre de son voisin en matière de connectivité. On pourra également, à l'inverse, identifier des stratégies d'influence russe dans le pays en recensant les sites et pages d'information de la communauté russophone d'Estonie qui seraient liés, par des traces numériques telles que des adresses IP ou des identifiants publicitaires, à des organismes bien connus de la « guerre informationnelle » [Laruelle et Limonier, 2021].

Ces enquêtes numériques permettent donc d'« augmenter » la portée et le périmètre du terrain, car leur objet n'est plus seulement l'espace physique, ni même celui, réticulaire, des relations de pouvoir : il est aussi le prolongement numérique de ces espaces. C'est là, en somme, l'essence même du concept de « datasphère » proposé par Frédéric Douzet dans la revue *Hérodote* en 2020. Dans l'introduction de ce numéro, Frédéric Douzet définit la datasphère comme « la représentation d'un nouvel ensemble spatial formé par la totalité des données numériques et des technologies qui la sous-tendent, ainsi que de leurs interactions avec le monde physique, humain et politique dans lequel elle est ancrée » [Douzet, 2020].

Ce concept est particulièrement utile pour penser l'intégration des techniques Osint dans le terrain du chercheur s'intéressant aux phénomènes géopolitiques. En effet, l'idée de datasphère est construite sur l'acceptation d'une continuité entre l'espace physique et celui des données : aujourd'hui, la numérisation des sociétés est telle qu'il est quasiment impossible de trouver une dynamique de rivalité ou de contrôle territorial dépossédé d'une dimension numérique. Le moindre conflit local autour d'une infrastructure d'aménagement engendre des données, ne serait-ce que par la mobilisation des acteurs, qui peut avoir en partie lieu sur les réseaux sociaux. De la même manière, il n'existe plus guère de zones suffisamment reculées pour échapper aux communications numériques et aux données qu'elles produisent. Même dans des régions dépourvues de couverture Internet ou mobile, telles que de vastes portions du Sahel, des solutions satellitaires bon marché existent (comme l'opérateur émirati Thuraya), fournissant l'Internet mobile à de nombreux acteurs, y compris des groupes djihadistes [Pérouse de Montclos, 2021].

On peut donc considérer la datasphère à la fois comme le prolongement et le reflet numérique du monde physique, humain et politique. Reflet, parce que les données produites par de nombreux capteurs permettent de dessiner une image

spatialisée plus fine de phénomènes sociaux, politiques et stratégiques. C'est en substance ce que l'on voit là encore se développer autour de la guerre en Ukraine, où les flux de données produits par le conflit sont si denses qu'ils permettent de dresser une sorte de méta-représentation numérique du conflit. Celle-ci sert d'ailleurs les intérêts de l'Ukraine en amplifiant les succès tactiques remportés par son armée dans les premiers mois de l'invasion. Prolongement, car les réseaux immatériels qui permettent d'acheminer, de traiter ou de stocker nos données au quotidien répondent à des logiques spatiales spécifiques. Ces logiques sont potentiellement influencées par un grand nombre de variables géographiques, politiques ou sociotechniques, qui conditionnent à leur tour les dynamiques territoriales. Par exemple, le détournement des flux numériques dans les zones ukrainiennes occupées par la Russie est devenu un élément important du contrôle exercé par Moscou sur ces territoires [Limonier *et al.*, 2021] : en obligeant les utilisateurs de ces régions à se connecter à Internet *via* des routeurs russes et non plus ukrainiens, les flux de données peuvent être passés au crible des processus et appareils de censure numérique déployés par le gouvernement russe. Ici, l'étude des données de routage est révélatrice d'une stratégie de contrôle territorial qui n'a rien d'immatériel ni d'abstrait.

Utiliser les outils issus de l'Osint pour analyser des phénomènes géopolitiques revient donc à conduire une exploration de la datasphère, qui est elle-même un terrain de recherche « augmenté » par le numérique – de la même manière que les nouvelles technologies de réalité augmentée permettent de faire apparaître des informations supplémentaires sur une image du réel (à l'image de la fonction Live View de Google Maps).

Enquête numérique et terrains inaccessibles

L'augmentation ou le prolongement du terrain « physique » dans le terrain « numérique » font donc de la combinaison de l'enquête de terrain et de l'enquête numérique une pratique manifestement féconde. Mais la question d'une éventuelle substitution de la première par la seconde doit aussi être abordée. Elle peut en effet se poser de manière temporaire ou permanente pour les chercheurs qui s'emparent d'objets « sensibles » [Renzetti et Lee, 1993] et souhaitent enquêter sur des terrains dits « difficiles » ou « dangereux » [Boumaza et Campana, 2007 ; Ayimpam et Bouju, 2015], où leur présence peut susciter de la défiance ou de l'hostilité, voire où leur intégrité physique et morale peut être menacée. Dans certains cas, il peut aussi arriver que les perspectives d'un accès à son terrain *in situ* s'assombrissent, voire disparaissent à la faveur du surgissement d'une crise ou de violences politiques. C'est ce que soulèvent Hagberg et Körling dans leur article consacré à leur

enquête ethnographique sur l'opposition sociopolitique au Mali, rendue caduque après le coup d'État du 22 mars 2012 : les deux chercheurs ont alors réorienté leur recherche en trouvant « concrètement et pratiquement » de « nouveaux matériaux empiriques » pour conduire leur recherche en étudiant les médias maliens et les discours publics sur Internet et les réseaux sociaux [Hagberg et Körling, 2015]. Pour une tout autre raison, l'inaccessibilité du terrain de recherche s'est posée pour la grande majorité des chercheurs en sciences sociales pendant la pandémie de Covid-19, nécessitant de trouver des « ficelles » ou « bricolage » méthodologiques alternatifs pour mener ces recherches³. L'enquête en source ouverte, de la récolte à l'interprétation des traces numériques, en fait partie.

La substitution d'une enquête numérique à l'enquête de terrain n'est naturellement pas sans susciter des problèmes épistémologiques majeurs pour les études en géopolitique, et *a fortiori* pour les sciences humaines et sociales (SHS) privilégiant l'approche qualitative. L'enquête de terrain, par la conduite d'entretiens ethnographiques ou par l'observation participante, reste encore considérée comme la principale source de légitimité du chercheur en sciences sociales, voire comme la base de son capital symbolique. Son remplacement paraît en cela difficilement concevable. C'est ce que suggèrent Beaud et Weber dans leur célèbre *Guide de l'enquête de terrain*, ouvrage de référence pour les doctorants en SHS, lorsqu'ils écrivent qu'« il faut rappeler fermement que l'enquête par Internet peut compléter utilement, avant ou après, une enquête traditionnelle mais ne peut en aucun cas s'y substituer [...]. Sans l'enquête directe, même l'analyse d'Internet est invalide » [Beaud et Weber, 2010]. Certes, on l'a dit, la meilleure option consiste à mener ces deux types d'enquête de manière complémentaire. Mais comment faire lorsque, pour des raisons politiques, sécuritaires ou sanitaires, le terrain est rendu physiquement inaccessible ou est en phase de le devenir ? Loin de vouloir cautionner une substitution totale, ce numéro d'*Hérodote* cherche plutôt à souligner la valeur épistémique des sources ouvertes et montrer qu'il est possible, lorsque l'inaccessibilité du terrain survient, de produire de la connaissance sur des objets de recherche en géopolitique et en science politique à partir d'une enquête numérique. Dans un tout autre domaine, l'article d'Aurélié Aumaître et Hervé Letoquaux consacré à l'usage de l'Osint par les acteurs judiciaires enquêtant sur les crimes internationaux (crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide) démontre que les sources ouvertes constituent un palliatif fructueux lorsqu'il est impossible de se déplacer sur un théâtre de conflit ou de postconflit.

3. Voir également sur ces différents sujets le colloque consacré à l'enquête en terrain sensible (juin 2021) au Centre de recherches internationales (CERI Sciences Po) en partenariat avec l'IRSEM et l'IHEDN.

Bien représentés dans ce numéro, les chercheurs des études régionales et aréales sur les États autoritaires, en géopolitique comme dans d'autres champs disciplinaires, sont familiers de ce type de questionnements. Il n'est pas rare que la conduite d'entretiens, lorsqu'elle est possible, n'aboutisse, par exemple, qu'à des résultats parcellaires et insuffisants compte tenu de l'amplification de certaines contraintes (refus, défiance, secret, discours attendu, « langue de bois », etc.) en contexte autoritaire. La complémentarité d'une enquête en source ouverte s'impose alors assez naturellement. Lorsque l'accès à ce type de terrain est restreint, l'enquête numérique prend une place prépondérante. C'est ce que suggèrent dans ce numéro les contributions de Paul Charon sur les apports de l'exploration des traces numériques à la sinologie, concernée depuis des années par ce problème d'accès au terrain, et de Marie-Gabrielle Bertran dans le cadre de la russologie.

Depuis le 24 février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette branche des études slaves, justement, est brutalement confrontée à ce phénomène. Au-delà des mutations évoquées plus haut, la guerre a fortement accéléré un processus en germe depuis plusieurs années d'hermétisation du territoire russe vis-à-vis de l'extérieur, pays occidentaux en tête : fermeture de l'espace aérien entre la Russie et l'Union européenne, annonces russes de restrictions de visas pour les « pays non amicaux », suspension des coopérations académiques, etc. Même avant l'invasion, un accès au territoire russe ne garantissait pas un accès au terrain et à ses enquêtés. Fin septembre 2021, le Service fédéral de sécurité (FSB) avait ainsi publié une ordonnance interdisant à des citoyens russes en possession d'informations stratégiques et « militaro-techniques » non classifiées de les partager avec des organisations ou citoyens étrangers, sous peine d'être reconnus comme agents de l'étranger⁴. Si cette mesure concerne surtout les domaines de la défense et de l'aérospatial, sa formulation large et équivoque laisse planer un doute dissuasif pour de nombreux interlocuteurs potentiels en Russie, réduisant ainsi les perspectives d'enquête de terrain sur des objets de recherche sensibles (zones de conflit, armée, politiques publiques, élites politiques, influence et politique étrangère, etc.). Pourtant, malgré un processus de « souverainisation » de l'Internet russe institutionnalisé par la loi de 2019 sur le « Runet souverain » et accéléré depuis la guerre en Ukraine, les nombreuses bases de données en accès libre⁵ disponibles, par exemple, sur les sites d'organismes fédéraux, régionaux ou municipaux

4. Ordonnance du Service fédéral de sécurité n° 379 du 28 septembre 2021, <<http://publication.pravo.gov.ru>>.

5. Une liste non exhaustive mais fort utile de ces bases de données est présentée dans le « Guide initiatique d'exploration de l'espace informationnel russe » réalisé par les étudiants du master Intelligence stratégique de l'université Jean-Moulin-Lyon III, <https://docs.google.com/document/d/10agC_MKjd25GWaSAJxEw2pTGzGuREEP78nZ6BOuaphc/edit>.

(centralisées sur le site data.gov.ru) constituent une véritable mine d'or pour l'enquête numérique au sein de la russologie. C'est aussi le cas des nombreuses fuites de documents en provenance de Russie recueillis par des organisations comme DDoSSecrets (Distributed Denial of Secrets), qui a diffusé en avril 2022 plus de huit téraoctets de données liées à des institutions ou médias russes. Autant de sources à explorer, collecter, hiérarchiser, croiser et interpréter pour les chercheurs intégrant cette dimension numérique dans leurs terrains de recherche, avec toutes les précautions éthiques qui s'imposent [Le Deuff et Roumanos, 2021].

Conclusion

La guerre en cours en Ukraine marque un tournant dans la manière de suivre et de documenter un conflit de haute intensité. Le rôle joué par les traces numériques, aussi bien que par la « communauté Osint » qui les collecte, les analyse et les met en valeur, façonne une méta-représentation du conflit à partir des données produites par les belligérants et les populations confrontées aux violences. Aux nombreux enjeux politiques, stratégiques et éthiques qu'engendrent ces nouvelles pratiques, et qui sont au cœur de ce numéro d'*Hérodote*, s'ajoute un questionnement épistémologique sur la manière dont la géographie, les sciences politiques, et plus largement l'ensemble des sciences humaines et sociales doivent appréhender ces sources numériques « grises » de plus en plus incontournables. La question est d'autant plus pressante que l'amplification des crises géopolitiques ou sanitaires rend de nombreux terrains difficiles d'accès aux chercheurs, si ce n'est pire. S'il est évident qu'un terrain numérique ne remplacera sans doute jamais complètement une enquête *in situ*, il paraît néanmoins nécessaire de penser les apports (et les limites) de l'intégration des méthodes Osint dans les démarches de recherche empirique. Cela permettra aux chercheurs à la fois d'augmenter le périmètre de leurs enquêtes en intégrant pleinement leur dimension numérique (voire d'amoin-drir les effets d'un terrain physique inaccessible), mais également de participer à la définition des cadres méthodologiques et éthiques de l'enquête numérique, qui sont encore balbutiants.

Bibliographie

- AYIMPAM S. et BOUJU J. (2015), « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux : les terrains difficiles aujourd'hui », *Civilisations*, n° 64, p. 11-20.
- BEAUD S. et WEBER F. (2010), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, « Grands Repères ».

- BOUMAZA M. et CAMPANA A. (2007), « Enquêter en milieu “difficile” : introduction », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, p. 5-26.
- DOUZET F. (2020), « Éditorial. Du cyberspace à la datasphère. Enjeux stratégiques de la révolution numérique », *Hérodote*, vol. 177-178, n° 2-3, p. 3-15.
- DUMONT M. (2011), « Aux origines d'une géopolitique de l'action spatiale », *L'Espace politique*, n° 12.
- GEORGELIN E. et HOLEINDRE J.-V. (2021), « Des ruses de guerre numériques ? Le *hacking* comme ressource stratégique dans les conflits contemporains », *Quaderni*, vol. 2, n° 103, p. 89-104.
- HAGBERG S. et KÖRLING G. (2015), « Terrains inaccessibles : Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne », *Revue Civilisations*, n° 64, p. 141-152
- LACOSTE Y. (1976), « Bombardement des digues du fleuve Rouge », *Hérodote*, n° 1.
- (1995), *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion.
- LARUELLE M. et LIMONIER K. (2021), « Beyond “hybrid warfare” : a digital exploration of Russia's entrepreneurs of influence », *Post-Soviet Affairs*, vol. 37, n° 4, p. 1-18.
- LE DEUFF O. et ROUMANOS R. (dir.) (2021), *OSINT. Open Source Intelligence*, dossier de la revue *I2D – Information, données & documents*, n° 1, p. 8-114.
- LIMONIER K., DOUZET F., PÉTINIAUD L., SALAMATIAN L. et SALAMATIAN K. (2021), « Mapping the routes of the Internet for geopolitics : the case of eastern ukraine », *First Monday*, vol. 26, n° 5.
- LIVINGSTON S. (1997), « Clarifying the CNN effect : an examination of media effects according to type of military intervention », *Shorenstein Center Research Paper Series 1997. R-18*, Cambridge, Harvard University.
- PÉROUSE DE MONTCLOS M.-A. (2021), « Les groupes djihadistes au Sahel : une communication globale à l'épreuve des réalités locales », Étude 87, Irsem, 29 octobre.
- RAFFESTIN C. (1980), *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- RENZETTI C. M. et LEE R. L. (dir.) (1993), *Researching Sensitive Topics*, Thousand Oaks, SAGE Publications.
- ROMELE A. et SEVERO M. (2015), *Traces numériques et territoires*, Paris, Presses des Mines.
- VERDI U. (2021), « Cycle et vocabulaire de l'Open Source Intelligence (Osint). Le cas des services de renseignement », *I2D – Information, données & documents*, vol. 1, n° 1, p. 21-24.
- VOLVEY A., CALBERAC Y. et HOUSSAY-HOLZSCHUCH M. (2012), « Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique », *Annales de géographie*, vol. 687-688.